

Protocole d'échange de données à caractère personnel entre responsables du traitement

ENTRE

L'AGENCE WALLONNE DE LA SANTE, DE LA PROTECTION SOCIALE, DU HANDICAP ET DES FAMILLES, ci-après dénommée « l'AVIQ », inscrit à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0646.877.855, dont les bureaux sont établis Rue de la Rivelaïne 21, 6061 Charleroi et représentée par Madame Françoise LANNOY, Administratrice générale,

D'UNE PART,

ET

1. « FAMIWAL », enregistrée auprès de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0693.771.021, dont les bureaux sont établis boulevard Mayence 1, 6000 Charleroi et représenté par Laurence CUVELIER, Directrice générale a.i. ;

2. « CAMILLE », enregistrée auprès de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0697.584.804, dont les bureaux sont établis Chaussée de Marche (WD) 637, 5100 Namur et représenté par Vincent EDART, Directeur général et Jean- Benoît LE BOULENGE, Administrateur délégué ;

3. « PARENTIA », enregistrée auprès de Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0695.982.819, dont les bureaux sont établis Rue Pépin 1A, 5000 Namur et représenté Martine BECQUEVORT, CEO ;

5. « KIDSLIFE », enregistrée auprès de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0697.754.256, dont les bureaux sont établis Chaussée de Liège (JB) 654, 5100 Namur et représenté par Van Truong Son HONG, Directeur général.

D'AUTRE PART,

Ci-après dénommées « Les Caisses d'Allocations Familiales » ;

Et ensemble dénommées « les Parties ».

Les parties ont convenu ce qui suit :

Contexte

Le contexte relatif aux allocations familiales

Le droit aux allocations familiales est un droit constitutionnellement reconnu aux termes des articles 138 et 128 § 3 de la Constitution.

Suite à la Sixième Réforme de l'Etat, la matière des allocations familiales a été régionalisée. Cette matière est désormais encadrée par le décret relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales du 8 février 2018 (ci-après, « décret du 8 février 2018 »).

Les tâches de l'institution publique de sécurité sociale compétente au niveau fédéral, l'Agence Fédérale des Allocations Familiales « FAMIFED », ont été transférées à l'AVIQ pour le volet régulateur. L'AVIQ est un organisme d'intérêt public (OIP) autonome gérant les compétences de la santé, du bien-être, de l'accompagnement des personnes âgées, du handicap et des allocations familiales.

Le décret du 8 février 2018 encadre désormais la matière des prestations familiales. Celui-ci fixe :

- Les conditions d'octroi et de paiement des prestations familiales ;
- Les compétences respectives des Organes de gestion et de contrôle des Prestations Familiales
 - o La création d'une unité d'administration publique dotée de la personnalité juridique appelée « Caisse publique wallonne d'allocations familiales » (TITRE V) ;
 - o Les conditions d'agrément des Caisses privées d'allocations familiales (TITRE VI) ;
 - o Les dispositions communes aux Caisses d'allocations familiales (TITRE VII).

Les Caisses privées et publique d'allocations familiales gèrent les prestations familiales sous le contrôle de l'AVIQ et ont notamment pour missions :

- d'instruire les demandes relatives aux prestations familiales et de s'assurer que les allocataires remplissent les conditions légales posées par le décret susvisé ;
- d'effectuer le paiement de ces prestations endéans les délais posés par ledit décret.

Le Conseil de Stratégie et de Prospective de l'AVIQ

Organe de l'AVIQ, le Conseil de Stratégie et de Prospective est l'instrument du Gouvernement en matière d'évaluation des politiques publiques, le garant d'une approche populationnelle pertinente et surtout efficace et enfin, un outil d'amélioration continue au service de ses citoyens et de la Région.

Conformément à l'article 5/4 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé (ci-après dénommé « CWASS »), le Conseil de Stratégie et de Prospective évalue de manière qualitative et quantitative, dans une perspective de satisfaction des bénéficiaires et de réduction des inégalités, l'éventail des solutions mises en place pour les matières dont l'Agence est compétente et il formule des propositions en vue du développement de ces solutions. Il assure également une veille des développements de la politique familiale et de la politique des prestations familiales aux niveaux régional et communautaire, fédéral et international. Il formule des propositions destinées à répondre aux enjeux à long terme qu'il identifie en rapport avec les politiques de l'Agence.

Dans le cadre de ces fonctions, le Conseil de Stratégie et de Prospective développe une vision stratégique transversale des matières pour lesquelles l'Agence exerce ses missions (article 2/2 du CWASS). Afin d'assurer au mieux ses missions, le Conseil de Stratégie et de Prospective s'appuie sur la Direction de la Recherche, de la Statistique et de la Veille des Politiques de l'AVIQ (ci-après dénommé « DRSVP »).

La Direction de la Recherche, de la Statistique et de la Veille des Politiques de l'AVIQ

La DRSVP assure au sein de l'AVIQ cinq missions majeures :

- a. Une mission statistique : elle garantit des statistiques fiables en matière de bien-être et santé, de handicap et de politiques familiales (en récoltant, traitant et analysant des données internes ou externes afin d'en tirer des conclusions, des tableaux de bord et des indicateurs) ;
- b. Une mission de veille des politiques : elle identifie et analyse les évolutions, cerne leur portée, anticipe les changements ;
- c. Une mission de recherche : elle mène des recherches afin d'élargir le champ des connaissances et des solutions, d'obtenir des résultats plus performants et de baliser le futur en proposant des innovations et en aidant à l'orientation des politiques ;
- d. Une mission d'évaluation : elle évalue de manière qualitative et quantitative les politiques mises en place dans le cadre des matières, et formule des propositions afin d'améliorer l'efficacité de l'action publique, d'adapter ou de réorienter les stratégies dans la perspective de satisfaction des bénéficiaires et de réduction des inégalités ;
- e. Une mission de conseil : elle vient en appui du Conseil de Stratégie et de Prospective.

La DRSVP est également régulièrement amenée à devoir fournir des réponses précises à certaines questions parlementaires.

Afin de pouvoir assurer les missions confiées à la DRSVP de manière efficace et cohérente, la mise en place de données valides, fiables et fidèles est un préalable important et incontournable pour l'AVIQ. Ces données constituent une assise importante du travail d'analyse de l'AVIQ. En effet, elles serviront de pilier à la créativité et aux idées novatrices en vue de l'élaboration de scénarios prospectifs et des recommandations.

Avant la 6^{ème} réforme de l'Etat, certains des traitements statistiques, assurés maintenant par la DRSVP, étaient réalisés par les Caisses d'allocations familiales dans le cadre de la loi générale relatives aux allocations familiales du 19 décembre 1939 (ci-après, dénommées « LGAF »).

Les Caisses privées et publique d'allocations familiales

Les Caisses privées et publique sont les sources authentiques des données collectées en matière de prestations familiales.

Le titre 7 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales intitulé « Dispositions communes aux Caisses d'allocations familiales » règle en effet en ses articles 108 et 109 le traitement des données à caractère personnel collectées par les Caisses d'allocations familiales en tant que responsables du traitement.

Transmission de données vers Statbel et la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale

En février 2022, les parties ont conclu un protocole d'échanges de données ayant pour objet la constitution d'une base de données « Allocations familiales » afin de permettre à la Direction Evaluation et Prospective (anciennement « la DRSVP ») de réaliser ses missions. Ce protocole vise à définir les modalités techniques, juridiques et organisationnelles des échanges entre les parties.

Dans le cadre de l'évolution de leur collaboration, les parties souhaitent désormais mettre en place un nouvel échange de données. En effet, en sa qualité d'autorité régulatrice wallonne des allocations familiales, l'AVIQ est tenue de transmettre un certain nombre de données à d'autres institutions nationales. D'une part, la Banque Carrefour Sécurité Sociale demande les données afin de compléter son Datawarehouse marché du travail et protection sociale qui a pour but l'agrégation de données socio-économiques provenant des institutions belges de sécurité sociale afin de pouvoir répondre aux demandes d'instituts de recherches et autorités. D'autres part, Statbel demande les données afin de permettre la production de statistiques sur une échelle nationale sur base de données sources administratives et d'enquêtes.

Etant donné que l'AVIQ n'a pas collecté directement les données auprès des personnes concernées, la transmission des données des Caisses d'allocations familiales vers l'AVIQ en vue de pouvoir réaliser ce partage de données doit être couverte conformément à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de leur données à caractère personnel.

L'avenant au protocole a donc pour objet de compléter le protocole initial afin d'encadrer ce nouvel échange et d'en préciser les conditions.

1. Définitions

1.1. Sauf dispositions contraire, les termes « données à caractère personnel », « traitement », « responsable du traitement » et « destinataire » utilisés dans le présent protocole sont à entendre conformément à l'article 4 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la Directive 95/46/CE (Règlement Général sur la Protection des Données), ci-après dénommé « RGPD ».

1.2. En outre, dans le cadre de l'application du présent protocole, on entend par :

- **« Finalité »** : l'objectif principal pour lequel les données sont traitées ;
- **Les « Traitements »** : pour les besoins du présent protocole, sont ceux repris au sein de l'« Annexe » ;
- **« Responsable du traitement initial »** : s'entend de la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui dispose des données et détermine les finalités qu'il/elle poursuit et les moyens du traitement de ces données ;
- **« Responsable du traitement ultérieur »** : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui reçoit les données du responsable du traitement initial et les utilise conformément aux finalités déterminées dans le présent protocole d'échange de données ;
- **« Base de données »** : un ensemble structuré et organisé permettant le stockage de grandes quantités d'informations afin d'en faciliter l'exploitation (ajout, mise à jour, recherche de données) et à laquelle sont associées des règles de sécurité ;
- **« Protocole »** : le présent protocole et son Annexe détaillant les traitements, les finalités, les données utilisées pour les traitements et les bases légales mentionnées pour chacun des traitements ;

- **« Annexe »** : s'entend du document joint au présent protocole et faisant partie intégrante de celui-ci ;
- **« LGAF »** : loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939¹ ;
- **« Décret »** : le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales² modifié par le décret du 11 février 2021³ ;
- **« Monitoring »** : il s'agit de l'évaluation des données et/ou informations récoltées en vue de mener une démarche prospective ou d'apporter un soutien aux décisions politiques et de mettre en place des politiques cohérentes et efficaces conformément à l'article 2/2 du CWASS, en formulant des avis et en répondant aux questions du ministre, ou des instances de l'AVIQ. En aucun cas, le terme monitoring n'a pour objectif un contrôle de la situation de l'enfant bénéficiaire ou des familles.

2. Les responsables des traitements signataires du Protocole

2.1 Les responsables du traitement initial

2.1.1. Dans le cadre du présent protocole, les **responsables du traitement initial** sont les différentes Caisses d'allocations familiales lesquelles ont désigné chacune un délégué à la protection des données (« DPD ») dont les coordonnées sont ci-après mentionnées :

- Le DPD de FAMIWAL : (e-mail : dpd@famiwal.be)
- Le DPD de CAMILLE : (e-mail : dpo@ucm.be)
- Le DPD de PARENTIA : (e-mail : dpo@parentia.be)
- Le DPD d'INFINO (e-mail : dpo@infino.be)
- Le DPD de KIDSLIFE (e-mail : dpo@kidslife.be).

2.1.2. Les responsables du traitement initial sus-énoncés sont responsables des traitements réalisés dans le cadre des missions légales dévolues aux Caisses d'allocations familiales telles qu'encadrées par le décret.

2.2 Le responsable du traitement ultérieur

2.2.1. Dans le cadre du présent protocole, le **responsable du traitement ultérieur** est l'AVIQ laquelle a également désigné un délégué à la Protection des données (e-mail : DPO@aviq.be).

2.2.2. L'AVIQ, en tant que responsable du traitement ultérieur, est responsable des traitements faisant l'objet du présent protocole.

3. Objet du protocole

3.1. L'AVIQ a décidé de constituer une base de données en matière d'allocations familiales afin de permettre à la DRSVP de mener à bien ses missions en matière de politique familiale, à savoir :

- des statistiques,
- de la veille des politiques,
- de la recherche,
- de l'évaluation,
- des avis.

¹ Loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939, *M.B.*, 22 décembre 1939.

² Décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, *M.B.*, 20 décembre 2018.

³ Décret du 11 février 2021 modifiant le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, *M.B.*, 17 février 2021.

A côté de la constitution de la base de données « Allocations Familiales », l'AVIQ est chargée également de la transmission de données relatives aux allocations familiales à Statbel et au Datawarehouse marché du travail et protection sociale de la BCSS.

3.2. Les données n'ayant pas été collectées par l'AVIQ auprès des allocataires mais par les Caisses d'Allocations Familiales, le présent protocole vise à :

- informer les personnes concernées des traitements qui seront réalisés par l'AVIQ ;
- définir les garanties adéquates en vue de la communication de données à caractère personnel par les Caisses d'allocations familiales ;
- définir les responsabilités entre les responsables du traitement initial et le responsable du traitement ultérieur quant au traitement des données ;
permettre l'exercice des droits des personnes concernées auprès des responsables des traitements respectifs.

3.3. Le protocole est conclu entre le responsable du traitement ultérieur et les responsables du traitement initial en vertu de l'article 194 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

4. Licéité du traitement et bases légales du traitement

4.1. Le responsable du traitement ultérieur entend préciser que les traitements décrits au présent protocole sont licites :

- en ce qu'ils sont « nécessaires au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis » (art. 6. 1, c) du RGPD), le responsable du traitement étant entendu, ici, comme le responsable de traitement ultérieur.
- l'interdiction du traitement de données relatives à la santé ne s'applique pas auxdits traitements étant donné que les finalités sont liées à « l'exécution des obligations et de l'exercice des droits propres au responsable du traitement en matière de sécurité sociale et de protection sociale, dans la mesure où ce traitement est prévu par le droit de l'Etat membre » (article 9.2, b) du RGPD) ainsi qu'aux statistiques (article 9.2, j) du RGPD).

4.2. Le responsable du traitement ultérieur précise que les bases légales des traitements sont les suivantes :

- Article 2/3 du Code wallon de l'Action Sociale et de la Santé – partie décrétable (ci-après, « CWASS ») ;
- Articles 101 et 109 du décret du Gouvernement wallon du 08 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales (modifié par le décret du 11 février 2021) ;
- Article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 novembre 2021 exécutant les articles 101 à 103 et 109 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, portant sur l'obligation d'information et le devoir de conseil des Caisses d'allocations familiales.
-

4.3. En vue de la constitution de la base de données « Allocations familiales » et la réalisation des traitements décrits ci-dessous, le responsable du traitement ultérieur précise :

- Avoir soumis pour avis le projet de décret du 8 février 2018 et s'être conformé intégralement aux éventuelles observations de l'Autorité de Protection des données dans son avis n°51/2017 du 20 septembre 2017 ;
- Avoir fait adopter le décret du 11 février 2021 en se conformant intégralement aux éventuelles observations de l'Autorité de Protection des données dans son avis n°75/2020 du 24 août 2020 ;

- Avoir fait adopter l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 novembre 2021 en se conformant intégralement aux éventuelles observations de l'Autorité de Protection des données dans son avis n°82/2021 du 21 mai 2021 et à l'avis du Conseil d'Etat 70.106/2;
- N'être soumis à aucune autorisation ou décision du Comité de Sécurité de l'Information de la Banque Carrefour Sécurité Sociale pour la constitution de la Base de données ;
- « Etre soumis à une autorisation du CSI de la BCSS pour la transmission de données au Datawarehouse marché du travail et protection sociale ;
- Avoir conclu un protocole d'échange de données avec Statbel conforme aux exigences de l'article 20 de la loi du 30 juillet 2018 .

5. Traitements, finalités et données

5.1 Généralités

5.1.1. « Les traitements, finalités, données utilisées pour les traitements relatifs à la constitution d'une base de données pour lesquels l'AVIQ sollicite la communication des données des Caisses d'allocations familiales sont décrits dans le tableau formant l'Annexe I du présent protocole.

L'Annexe II du présent protocole vise la description des données et finalités pour les traitements liés à la transmission de données vers la BCSS et vers Statbel.

5.2 Traitements

5.2.1. Chacun des traitements repris dans les Annexes est assorti d'une des finalités reprises au point 5.3.

5.2.2. Chacun des traitements repris dans les Annexes détaille les données utilisées pour réaliser le traitement.

5.2.3. La base légale soutenant les traitements est précisée.

5.3 Finalités

5.3.1. L'AVIQ souhaite se voir communiquer, par voie électronique, des données à caractère personnel provenant des Caisses d'allocations familiales pour les finalités déterminées, explicites et légitimes suivantes :

- **Une finalité de monitoring du budget des allocations familiales** au travers d'estimations et de contrôles budgétaires permettant d'appuyer les avis du comité de la branche « Famille » conformément à l'article 21/1 du CWASS afin d'alimenter la réflexion du Conseil général dans le cadre de l'exercice de ses missions ;
- **Une finalité consultative** afin d'apporter un soutien aux décisions politiques et de mettre en place des politiques cohérentes et efficaces conformément à l'article 2/2 du CWASS ainsi qu'à l'article 10, Objectif Stratégique 2, à l'article 17, Objectif Stratégique 6 du contrat de gestion de l'AVIQ, en formulant des avis et en répondant aux questions du Cabinet et du Conseil de Stratégie et de Prospective ;
- **Une finalité évaluative et prospective** afin de mesurer l'efficacité des politiques mises en place et de formuler des propositions pour améliorer les stratégies existantes conformément à l'article 5/4 du CWASS ainsi qu'à l'article 18, Objectif Stratégique 7, à l'article 19 Objectif Stratégique 8 et à l'article 20, Objectif Stratégique 9 du contrat de gestion de l'AVIQ ;
- **Une finalité statistique** afin de collecter, construire et mettre à jour des statistiques, des indicateurs et des données en matière d'allocations familiales conformément à l'article 3 du contrat de gestion de l'AVIQ et de publier des statistiques agrégées sur

le portail statistique de l'AVIQ conformément à l'article 8, Objectif Stratégique 1 du contrat de gestion de l'AVIQ, visant à assurer la continuité du service aux publics et la mise en place du transfert des compétences issues de la Réforme de l'Etat ;

- **Une finalité de rapportage** en communiquant des indicateurs ou des données agrégées vers d'autres institutions (portail Walstat de l'IWEPS et formulaire européen « Family benefit ») conformément à l'article 8 Objectif Stratégique 1 du contrat de gestion de l'AVIQ visant à assurer la continuité du service aux publics et la mise en place du transfert des compétences issues de la Réforme de l'Etat, à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 12 novembre 2015 désignant l'IWEPS en tant qu'autorité statistique de la Région wallonne et au chapitre 8 du Règlement (CE) n°883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.
- **Une finalité de transmission, en sa qualité d'autorité régulatrice,** aux organisations suivantes :
 - Banque Carrefour sécurité sociale : la communication de données vers la BCSS a pour objectif de compléter le Datawarehouse marché du travail et protection sociale⁴ qui vise à agréger des données à caractère personnel de nature socio-économique provenant des institutions de sécurité sociale belges et de diverses autres autorités. Le but de ce datawarehouse est de permettre de satisfaire de manière plus correcte, rapide et moins onéreuse aux besoins des organisations chargées de réaliser des études utiles à la connaissance, à la conception et à la gestion de protection sociale. La BCSS complète son datawarehouse avec des nouvelles catégories de données, en ce compris les données relatives aux prestations familiales transmises par les caisses d'allocations familiales, à l'intervention de l'AVIQ.
 - Statbel : la communication par l'AVIQ a pour objectif d'accomplir la mission légale d'Institut national de la statistique. En effet, Statbel est chargé de la collecte, du produit et de la diffusion des chiffres fiables et pertinents sur l'économie, la société et le territoire belges. Pour ce faire, il peut accéder aux données détenues par toutes les administrations et autorités publiques telle que le prévoit la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique.

5.4 **Données transférées**

5.4.1. Les données communiquées à l'AVIQ par les Caisses d'allocations familiales sont détaillées en Annexes du présent protocole.

5.4.2. Il s'agit de données non-anonymisées, non-pseudonymisées, non-agrégées⁵.

5.4.3. Au regard des traitements ci-avant listés, conformément à l'avis n°75/2020 le 24 août 2020 émis par l'Autorité de Protection des données, l'AVIQ justifie que ces traitements ne puissent être réalisés avec des données non-anonymisées de la manière suivante :

Les données non-anonymisées sont nécessaires pour déterminer le montant précis d'allocations familiales dû pour chaque enfant bénéficiaire afin de permettre à la DRSVP d'établir le budget des missions de la branche familles de l'AVIQ pour les années à venir, d'évaluer les moyens nécessaires à la gestion de cette branche, de surveiller l'évolution des dépenses et prendre des mesures de corrections budgétaires si nécessaire et de communiquer ces informations au Conseil général. Sans les données précises concernant l'âge, l'affection, les revenus, ... ces estimations ne sont pas possibles.

⁴ Article 5 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

⁵ Article 197 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, *M.B.*, 5 septembre 2018.

5.4.4. Au regard des traitements ci-avant listés, conformément à l'avis n°75/2020 le 24 août 2020 émis par l'Autorité de Protection des données l'AVIQ justifie que ces traitements ne puissent être réalisés avec des données non-pseudonymisées de la manière suivante :

Les données non-pseudonymisées sont nécessaires afin d'avoir une représentation fiable de la situation des enfants et de leur famille et permettent donc de mesurer l'efficacité des politiques familiales, de s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et de les améliorer si nécessaire. Elles permettent également de déterminer les enfants et les familles impactées par une modification liée aux politiques familiales et par conséquent, de mesurer le coût et l'impact social, sur ces enfants et ces familles.

5.4.5. Au regard des traitements ci-avant listés, conformément à l'avis n°75/2020 le 24 août 2020 émis par l'Autorité de Protection des données l'AVIQ justifie que ces traitements ne puissent être réalisés avec des données non-agrégées de la manière suivante :

Les données non-agrégées sont nécessaires pour pouvoir répondre aux questions parlementaires posées, tout particulièrement lorsque ces questions se rapportent à un groupe très spécifique et pointu de personnes. A titre d'exemple, une question qui porterait sur les enfants âgés de trois ans, une donnée liée à un groupes d'âge ne permettrait pas à la DRSVP de répondre adéquatement à la question parlementaire.

5.4.6. L'AVIQ justifie que les données nécessaires aux traitements réalisés sont adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire pour atteindre les finalités décrites au point 5.3. et ont été minimisées.

5.4.7. L'AVIQ a réalisé une analyse d'impact relative à la protection des données conformément aux dispositions de l'article 35 du RGPD. Cette analyse contient les mesures prises pour faire face aux risques et visant à assurer la protection des données à caractère personnel.

5.5 Structuration des données dans la base de données « Allocations Familiales »

5.5.1. La base de données sera constituée d'autant de lignes qu'il y a d'enfants percevant des allocations familiales et sera divisée en deux parties :

- Une première partie qui reprend des informations plus générales sur les enfants (NISS, nationalité, statut socioprofessionnel entre 18 et 24 ans ou 21 et 24 ans, arrondissement de résidence, ...), les paiements (suppléments, paiement pour les enfants placés, droits nets, ...), les allocataires (NISS, nationalité, arrondissement de résidence,...) ;
- Et une deuxième partie qui reprend les informations sur les allocations de naissance et les primes d'adoption (date de paiement de la prime ou de l'allocation, date de naissance, date d'adoption, ...).

5.5.2. Les données seront demandées annuellement et représenteront une photo de la situation au 31 décembre de chaque année (à l'exception des allocations de naissances et des primes d'adoptions pour lesquelles les données seront demandées pour toute l'année). En d'autres termes, devront être pris en considération pour cette base de données les effectifs d'allocataires et d'enfants bénéficiaires affiliés auprès de chaque Caisse fin novembre, c'est-à-dire ceux pour lesquels le droit de novembre est liquidé en décembre, ainsi que ceux qui ont été admis normalement mais qui ne sont temporairement pas payés pour l'une ou l'autre raison.

5.5.3. Pour chaque enfant percevant des allocations familiales et pour chaque allocataire lié à cet enfant les données utilisées pour réaliser les traitements décrits dans l'Annexe seront associées.

5.6. Structuration des données en vue de la communication à la BCSS et à Statbel

5.6.1. Pour chaque année de référence, c'est-à-dire l'année pour laquelle il existe un droit à des allocations familiales pour l'enfant, la base de données sera constituée de deux fichiers distincts : le fichier avec les données relatives au statut (période de droit des enfants) et le fichier avec les données relatives aux paiements (paiements théoriques relatifs à l'enfant et paiements réels à l'allocataire) ».

5.6.2. Les données seront demandées annuellement.

Le fichier statut reprendra l'ensemble des périodes de droit au cours de l'année de référence de chaque enfant bénéficiaire. La période de droit se situera entièrement ou en partie dans l'année de référence. Une ligne du fichier correspondra à une période de droit dans l'année de référence d'un enfant bénéficiaire. Pour la plupart, la période de droit couvrira l'entièreté de l'année de référence.

6. Périodicité du transfert

6.1. Les transferts des données faisant l'objet du présent protocole sont réalisés annuellement et cela aussi longtemps que le protocole sera en application (voir point 17. « Durée du protocole et entrée en vigueur »).

7. Délai de conservation des données

7.1. Les données constituant la base de données « Allocations familiales » sont conservées par l'AVIQ pour une durée de 5 ans à compter du 31 décembre de l'année de l'extraction des données. Il s'agit d'une durée qui n'excède pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles seront traitées conformément à l'article 5. 1, e) du RGPD. Après ce délai, les données transmises sont détruites.

Cette durée de conservation est justifiée pour les raisons suivantes :

- Pouvoir réaliser des analyses d'évolutions (de nouvelles politiques mises en place, de changements d'affiliation, de dégressivité de l'ancien modèle, etc.) ;
- Pouvoir calculer l'impact social et/ou financier de modifications législatives a posteriori en comparant les données actuelles et les données du passé ;
- Etudier les statistiques/probabilités d'extinction de l'ancien modèle tel que prévu dans la LGAF ;
- Etudier les probabilités de sortie du modèle d'allocations familiales des enfants entre 18 et 25 ans (selon le modèle prévu par la LGAF) ou 21 et 25 ans (selon le modèle prévu par le décret du 8 février 2018) .

7.2. Les données communiquées aux fins de leur transmission à la BCSS et à Statbel sont conservées par l'AVIQ pour une durée de 2 ans à compter de leur réception. Il s'agit d'une durée qui n'excède pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles seront traitées conformément à l'article 5.1, e) du RGPD. Après ce délai, les données transmises sont détruites.

8. Modalités de la communication des données

8.1. Les modalités de la communication des données seront déterminées compte tenu de l'état des connaissances et des moyens de transmission des données au moment de la communication ainsi que des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques éventuels liés à la communication.

8.2. En ce sens, un webservice mis en place par les développeurs de l'AVIQ sera utilisé. Ce webservice offre la garantie d'une connexion sécurisée au moyen d'un login et d'un mot de passe, conformément au point 9 du présent protocole.

Pour la constitution de la base de données « Allocations familiales », des fichiers xml (standard), dont la structure a été définie préalablement au transfert des données, seront envoyés par ce canal via la plateforme sécurisée qui fera office de point d'entrée.

Pour la transmission vers la BCSS et Statbel, des fichiers csv, dont la structure a été définie préalablement au transfert des données, seront envoyés par ce canal via la plateforme sécurisée qui fera office de point d'entrée.

8.3. A compter de la signature du présent Protocole, les parties s'engagent à mettre tout en œuvre pour assurer la bonne communication des données. Elles s'engagent également à transmettre ces données :

- Pour la constitution de la base de données « Allocations familiales » : au plus tard le 1^{er} mars de l'année qui suit la date d'extraction des données ;
- Pour la transmission vers Statbel et BCSS : au plus tard le 1^{er} avril de l'année qui suit la date d'extraction des données.

9. Mesures de sécurité et confidentialité

9.1. Conformément aux articles 32 à 34 du RGPD, les parties s'engagent à protéger leurs données à caractère personnel contre toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès à de telles données.

9.2. Par la signature du présent protocole, l'AVIQ confirme avoir adopté les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées et s'être assurée que les infrastructures ICT auxquelles sont connectés les équipements impliqués dans le traitement des données à caractère personnel garantissent la confidentialité et l'intégrité de celles-ci.

9.3. L'AVIQ garantit la confidentialité des données communiquées ; elle s'engage également à s'assurer que les résultats de l'étude garantissent le total anonymat des personnes concernées.

9.4. L'AVIQ, ainsi que ses agents, sont tenus au secret professionnel quant aux informations qu'ils auraient pu obtenir en vertu du présent protocole.

9.5. A cette fin, elle a pris la mesure suivante : un accès limité aux dites données conféré aux personnes relevant de la DRSVP.

9.6. Tout renseignement dont le personnel de l'AVIQ sera amené à prendre connaissance dans le cadre du présent protocole, tous les documents qui lui sera confié et toutes les réunions auxquelles il participera sont strictement confidentiels.

9.7. L'AVIQ s'engage à garder secrètes, tant pendant qu'après traitement, toutes les informations confidentielles, de quelque ordre que ce soit, qui lui seront communiquées ou dont elle aura eu connaissance en vertu du présent protocole.

9.8. L'AVIQ se porte garante du respect de la confidentialité des données transmises par son personnel et s'engage à divulguer à des tiers uniquement si un texte légal le permet et après informations vers les caisses wallonnes d'allocations familiales.

10. Droits des personnes concernées

10.1. Conformément au RGPD et à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les personnes concernées par les traitements de leurs données à caractère personnel disposent d'un certain nombre de droits ci-après listés :

- le droit à l'information ;
- le droit de consultation des données ;
- le droit de rectification des données ;
- le droit à l'effacement des données ;
- le droit à la limitation du traitement des données ;
- le droit d'obtenir le transfert des données à un tiers ;
- le droit de s'opposer à tout moment à un traitement des données ;
- le droit de refuser à ce que les données soient traitées de façon automatique.

10.2. En ce qui concerne le droit à l'information lequel relève de la responsabilité tant du responsable du traitement initial que du responsable du traitement ultérieur sera assuré par la publication du présent protocole et de ses Annexes sur chacun des sites internet des parties signataires de manière permanente de telle sorte que les allocataires soient informés des traitements et des conditions de réalisation des traitements réalisés par le responsable du traitement ultérieur.

10.3. L'exercice des autres droits des personnes concernées relatifs aux traitements réalisés par l'AVIQ ci-avant énumérés à les Annexes seront assumés par le responsable du traitement ultérieur dans les conditions propres aux textes règlementaires applicables auxdits traitements.

10.4. Les responsables du traitement initiaux s'engagent à transférer au responsable du traitement ultérieur les demandes et plaintes qui leur parviendraient concernant les traitements de les Annexes assurés par l'AVIQ, conformément aux dispositions du présent protocole.

11. Modification du présent protocole

11.1. Il est convenu entre les parties de réviser le protocole dans les situations suivantes :

- Un nouveau traitement répondant à l'une des finalités reprises à l'article 5.3 et non repris à l'article 5.2 ;
- L'utilisation d'une nouvelle donnée intégrée dans les traitements repris à l'article 5.2 non listée dans l'Annexe au présent protocole ;
- L'hypothèse où la réglementation relative aux allocations familiales serait modifiée ;
- Une procédure engagée devant l'Autorité de Protection des Données concernant les traitements décrits dans l'Annexe ;
- Une décision ou un audit de l'Autorité de Protection des Données ayant un impact sur les traitements prévus dans le présent protocole.

11.2. La révision du présent protocole nécessitera :

- Une information et une analyse préalable des délégués à la protection des données des différentes parties signataires ;
- Une analyse d'impact relative à la protection des données du Responsable du traitement ultérieur ne révélant aucun risque résiduel ou couvrant ces risques résiduels ;
- Une nouvelle signature des parties ;
- Une information des personnes concernées par le traitement des données à caractère personnel au moyen d'une publication sur les sites internet des parties signataires du protocole.

11.3. Dans ces différentes hypothèses, il est entendu que les nouveaux traitements ou les nouvelles données intégrant des traitements existants ou nouveaux réalisés par le Responsable du traitement ultérieur respecteront :

- Le principe de minimisation des données tel que défini à l'article 5, 1. c) du RGPD,
- Le caractère adéquat, pertinent, limité à ce qui est nécessaire au regard des finalités décrites au point VI du présent protocole.

11.4. Toutes les adaptations feront l'objet d'un avenant qui sera annexé au présent protocole et qui en fera partie intégrante.

12. Responsabilités

12.1. Les Caisses d'allocations familiales sont responsables des traitements réalisés dans le cadre de leurs missions légales et pour les finalités en lien avec ces missions légales. Leur responsabilité est individuelle et est donc limitée aux traitements couverts par le décret.

12.2. L'AVIQ est responsable des traitements pour les finalités en lien avec ses missions légales et sa responsabilité est individuelle pour les traitements couverts par les textes énumérés à l'article 4.2 du présent protocole.

13. Cas de suspension du présent protocole

13.1. Chaque responsable du traitement initial pourra décider de suspendre le flux de données après notification préalable et écrite au responsable du traitement ultérieur, dans l'une des hypothèses suivantes :

- Une décision définitive passée en force de chose jugée rendue par l'Autorité de Protection des Données selon laquelle les traitements visés par le présent protocole seraient suspendus ;
- Un audit imposant à l'une ou l'autre des parties une mise en conformité ;
- Un nouveau texte applicable en Belgique suspendant lesdits traitements ;
- Une décision de la Cour de Justice de l'Union Européenne ou de la Cour Européenne des Droits de l'Homme qui suspendrait certains types de traitements en matière de données à caractère personnel.

13.2. Si l'une des hypothèses listées à l'article 13.1. est rencontrée, les parties s'engagent à en informer sans délai et par courriel, l'ensemble des DPD respectifs identifiés aux articles 2.1 et 2.2. du présent protocole. Les parties conviennent alors d'une réunion permettant d'organiser au mieux la suspension du présent protocole et s'engagent, dans l'attente, à mener à bien les missions qui leur incombent.

14. Cas de résiliation du présent protocole

14.1. Chaque responsable du traitement initial pourrait mettre fin au présent protocole après notification préalable et écrite à l'autre partie dans les cas ci-après décrits :

- Une décision définitive passée en force de chose jugée rendue par l'Autorité de Protection des Données selon laquelle les traitements visés par le présent protocole seraient interdits ;
- Un audit de l'Autorité de Protection des Données imposant à l'une ou l'autre des parties une mise en conformité ;
- Un nouveau texte applicable en Belgique interdisant lesdits traitements ou ne les permettant pas.
- Une décision de la Cour de Justice de l'UE ou de la Cour Européenne des Droits de l'Homme qui interdirait certains types de traitements en matière de données à caractère personnel.

14.2. Si l'une des hypothèses listées à l'article 14.1. est rencontrée, les parties s'engagent à en informer sans délai et par courriel, l'ensemble des DPD respectifs identifiés aux articles 2.1. et 2.2. du présent protocole. Les parties conviennent alors d'une réunion permettant d'organiser au mieux la résiliation du présent protocole et s'engagent, dans l'attente, à mener à terme les missions qui leur incombent.

15. Devoir d'information entre les parties

15.1. Les parties s'engagent à agir avec loyauté pendant toute la durée du présent protocole et à l'issue de celui-ci et à s'informer mutuellement des recours engagés par les personnes concernées par les traitements énumérés ci-avant.

15.2. Il est convenu que l'information se fera entre les Responsables du traitement initiaux et le Responsable du traitement ultérieur à l'initiative de leurs représentants légaux et à destination non seulement des Responsables du traitement initiaux mais également de leurs délégués à la protection des données.

16. Droit applicable

16.1. Le présent protocole est exclusivement régi par le droit belge. A défaut d'accord amiable, toute contestation qui pourrait naître de l'interprétation et/ou de l'exécution de la présente convention, sera de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Charleroi.

17. Durée du protocole et entrée en vigueur

17.1. Le présent protocole est conclu pour une durée indéterminée et entrera en vigueur dès la signature par l'ensemble des parties.

17.2. Cette durée est justifiée par le fait que la transmission de données doit avoir lieu aussi longtemps que l'AVIQ assurera les missions qui lui incombent dans le domaine de la gestion des allocations familiales et dans le cadre des missions de la DRSVP.

Cette durée est également justifiée en raison de l'échange avec le Datawarehouse de la BCSS et celui avec Statbel.

Annexe I – Tableau des traitements et des finalités concernant la base de données « Allocations familiales »

Annexe II – Tableau descriptif du traitement lié à la transmission des données

Le présent protocole a été établi à Charleroi et signé électroniquement.


Pour les Caisses d'allocations familiales :

Pour Camille :

Nom : Vincent EDART

Fonction : Directeur général

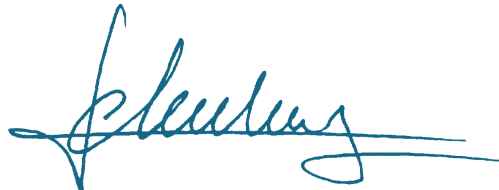
Date et signature : 09/03/2026



Nom : Jean-Benoît LE BOULENGE

Fonction : Administrateur Délégué

Date et signature :



Pour Parentia :

Nom : Martine BECQUEVORT

Fonction : CEO

Date et signature :

Pour Famiwal :

Nom : Laurence CUVELIER

Fonction : Directrice générale a.i.

Date et signature :

Pour Kidslife :

Nom : Van Truong Son HONG

Fonction : Directeur général

Date et signature :

Pour l'AVIQ :

Nom : Madame Françoise LANNOY

Fonction : Administratrice générale

Date et signature :

ANNEXE I – TABLEAU DES TRAITEMENTS ET DES FINALITES CONCERNANT LA BASE DE DONNEES « ALLOCATIONS FAMILIALES ».

Traitements	Description	Données nécessaires	Proportionnalités de la donnée	Finalités
Estimations budgétaires	Utilisation des données pour réaliser des estimations et des contrôles budgétaires pour le comité de Branche Famille	Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence du budget à monitorer; - respecter le délai de conservation des données.	<p>Une finalité de monitoring du budget des allocations familiales au travers d'estimations et de contrôles budgétaires permettant d'appuyer les avis du comité de la branche « Famille » conformément à l'article 21/1 du CWASS afin d'alimenter la réflexion du Conseil général dans le cadre de l'exercice de ses missions.</p> <p>Par "monitoring", il y a lieu d'entendre l'évaluation des données et/ou informations recueillies en vue de mener une démarche prospective ou d'apporter un soutien aux décisions politiques et de mettre en place des politiques cohérentes et efficaces conformément à l'article 2/2 du CWASS, en formulant des avis et en répondant aux questions du ministre, ou des instances de l'AWIG. En aucun cas, le terme monitoring n'a pour objectif un contrôle de la situation de l'enfant bénéficiaire ou des familles.</p>
		NISS enfant	Cette donnée est nécessaire pour : - suivre l'enfant d'une année à l'autre; et plus précisément, assurer le suivi dans les limites des dispositions légales applicables en matière de conservation des données prévues pour les allocations familiales; - regrouper les informations avec le fichier des naissances et des adoptions; - connaître l'âge des enfants; - identifier les enfants impactés par une modification des plafonds de revenus des ménages et ainsi déterminer l'impact budgétaire d'une telle modification.	
		NISS allocataire	Cette donnée est nécessaire pour : - regrouper les enfants autour d'un même allocataire; - regrouper les informations avec le fichier des naissances et des adoptions; - identifier les allocataires impactés par une modification des plafonds de revenus des ménages et ainsi déterminer l'impact budgétaire d'une telle modification; - assurer le suivi dans les limites des dispositions légales en matière de conservation des données prévues par les allocations familiales	
		Numéro/Nom de la caisse	Cette donnée est nécessaire pour pouvoir communiquer avec les caisses dans le cadre du monitoring du budget.	
		Statut (Actif ou suspendu) Rang Statut socioprofessionnel entre 18-24 ans - LGAF (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé) Statut socioprofessionnel entre 21-24 ans - décret 08/02/2018 (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé) Taille de la famille Composition du ménage dans lequel vit l'enfant (ménage monoparental ou non) Type de placement (Institution, Famille, Double placement) Allocation forfaitaire pour placement chez un particulier (art 10 et art 70ter) (Oui/Non) Paiement d'un tiers pour les enfants placés en institution ou en double placement Résultat de l'évaluation du handicap (Ancien système : Degré - Nouveau système : Nombre de points dans les 3 piliers et nombre de points dans le 1er pilier) Enfants atteints d'une affection touchant taux de base et supplément (ou/non) Personne en situation de handicap plus de 25 ans (ou/non) Taux - LGAF ou décret 08/02/2018 État des revenus (« ou » plafonds) Supplément demi-orphelin art. 15 - décret 08/02/2018 (ou/non) Supplément pour famille nombreuse - art. 11 décret 08/02/2018 (ou/non) Supplément pour famille monoparentale art. 12 - décret 08/02/2018 (ou/non) Supplément social art 13 §1 - décret 08/02/2018 (ou/non) Complément en cas d'invalidité d'un des parents art. 13 §2 - décret 08/02/2018 (ou/non) Supplément s'il y a une personne handicapée dans le ménage de l'enfant art 14 - décret 08/02/2018 (ou/non) Date de paiement de la prime d'adoption Date de paiement de l'allocation de naissance	Informations qui influencent le montant d'allocations familiales théoriquement dû (cf. LGAF et décret du 08/02/2018) : ce groupe de données est nécessaire pour identifier le montant précis d'allocations familiales dû pour chaque enfant afin de permettre à la DRSPV d'établir le budget des missions de la branche familles pour les années à venir, d'évaluer les moyens nécessaires à la gestion de cette branche, de surveiller l'évolution des dépenses et prendre des mesures de corrections budgétaires si nécessaire et de communiquer ces informations au Conseil général.	
		Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données.	
		NISS enfant	Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants et les groupes d'âges impactés par une modification des plafonds de revenus, des montants des suppléments, ou d'autres modifications législatives en rapport avec les suppléments et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	

<p>Avis concernant les politiques familiales relatives aux suppléments et aux plafonds de revenus</p>	<p>Consultation et analyse des données pour émettre des conseils en matière d'allocation familiale à rendre au Gouvernement, au Conseil général, au Conseil de stratégie et de prospective ou au Comité de branche sur demande ou de la propre initiative de la DRSPV</p>	<p>NISS allocataire</p> <p>Statut (Actif ou suspendu)</p> <p>Rang</p> <p>Statut socioprofessionnel entre 18-24 ans - LGAF (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé)</p> <p>Statut socioprofessionnel entre 21-24 ans - décret 08/02/2018 (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé)</p> <p>Taille de la famille</p> <p>Composition du ménage dans lequel vit l'enfant (ménage monoparental ou non)</p> <p>Type de placement (institution, Famille, Double placement)</p> <p>Allocation forfaitaire pour placement chez un particulier (art 10 et art 70ter) (Oui/Non)</p> <p>Paiement d'un tiers pour les enfants placés en institution ou en double placement</p> <p>Résultat de l'évaluation du handicap (Ancien système : Degré - Nouveau système : Nombre de points dans les 3 piliers et nombre de points dans le 1er pilier)</p> <p>Enfants atteints d'une affection touchant taux de base et supplément (ou/non)</p> <p>Personne en situation de handicap plus de 25 ans (ou/non)</p> <p>Taux - LGAF ou décret 08/02/2018</p> <p>État des revenus (< ou > plafonds)</p> <p>Supplément demi-orphelin art 15 - décret 08/02/2018 (ou/non)</p> <p>Supplément pour famille nombreuse - art 11 décret 08/02/2018 (ou/non)</p> <p>Supplément pour famille monoparentale art 12 - décret 08/02/2018 (ou/non)</p> <p>Supplément social art 13 §1 - décret 08/02/2018 (ou/non)</p> <p>Complément en cas d'invalidité d'un des parents art 13 §2 - décret 08/02/2018 (ou/non)</p> <p>Supplément s'il y a une personne handicapée dans le ménage de l'enfant art 14 - décret 08/02/2018 (ou/non)</p> <p>Commune (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'enfant</p> <p>Commune (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'allocataire</p>	<p>Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles impactées par une modification des plafonds de revenus, des montants des suppléments, ou d'autres modifications législatives en rapport avec les suppléments et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.</p> <p>Ce groupe de données est nécessaire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux suppléments et aux plafonds des revenus et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification des plafonds de revenus, des montants des suppléments, ou d'autres modifications législatives en rapport avec les suppléments. <p>Ce groupe de données est nécessaire pour identifier des foyers de pauvreté et développer des politiques locales pour agir sur ce(s) dernier(s).</p>	<p>Une finalité consultative afin d'apporter un soutien aux décisions politiques et de mettre en place des politiques cohérentes et efficaces conformément à l'article 2/2 du CWASS ainsi qu'à l'article 10, Objectif Stratégique 2, à l'article 17, Objectif Stratégique 6 du contrat de gestion de l'AViQ, en formulant des avis et en répondant aux questions du Cabinet et du Conseil de stratégie et de prospective</p>
<p>Avis concernant les politiques familiales relatives aux droits conditionnels</p>	<p>Consultation et analyse des données pour émettre des conseils en matière d'allocation familiale à rendre au Gouvernement, au Conseil général, au Conseil de stratégie et de prospective ou au Comité de branche sur demande ou de la propre initiative de la DRSPV</p>	<p>Date d'extraction</p> <p>NISS enfant</p> <p>NISS allocataire</p> <p>Statut (Actif ou suspendu)</p> <p>Statut socioprofessionnel entre 18-24 ans - LGAF (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé)</p> <p>Statut socioprofessionnel entre 21-24 ans - décret 08/02/2018 (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé)</p>	<p>Cette donnée est nécessaire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données. <p>Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants impactés par une modification des droits conditionnels et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.</p> <p>Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles impactées par une modification des droits conditionnels et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.</p> <p>Ce groupe de données est nécessaire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux droits conditionnels et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification des droits conditionnels. 	<p>Une finalité consultative afin d'apporter un soutien aux décisions politiques et de mettre en place des politiques cohérentes et efficaces conformément à l'article 2/2 du CWASS ainsi qu'à l'article 10, Objectif Stratégique 2, à l'article 17, Objectif Stratégique 6 du contrat de gestion de l'AViQ, en formulant des avis et en répondant aux questions du Cabinet et du Conseil de stratégie et de prospective</p>
<p>Avis concernant les types d'affiliation</p>	<p>Consultation et analyse des données pour émettre des conseils en matière d'allocation familiale à rendre au Gouvernement, au Conseil général, au Conseil de stratégie et de prospective ou au Comité de branche sur demande ou de la propre initiative de la DRSPV</p>	<p>Date d'extraction</p> <p>NISS enfant</p> <p>NISS allocataire</p> <p>Numéro/Nom de la caisse</p> <p>Type d'affiliation (Affiliation volontaire/Affiliation d'Office à la Caisse Publique/continuité d'affiliation/Changement d'affiliation)</p>	<p>Cette donnée est nécessaire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données. <p>Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants impactés par un changement d'affiliation.</p> <p>Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles impactées par un changement d'affiliation.</p> <p>Cette donnée est nécessaire pour pouvoir communiquer avec les caisses, elle permet aussi de suivre les changements d'affiliation de manière complète.</p> <p>Cette donnée sert à répondre à une demande du Comité de Branche famille, à savoir suivre les changements d'affiliation.</p>	<p>Une finalité consultative afin d'apporter un soutien aux décisions politiques et de mettre en place des politiques cohérentes et efficaces conformément à l'article 2/2 du CWASS ainsi qu'à l'article 10, Objectif Stratégique 2, à l'article 17, Objectif Stratégique 6 du contrat de gestion de l'AViQ, en formulant des avis et en répondant aux questions du Cabinet et du Conseil de stratégie et de prospective</p>
		<p>Date d'extraction</p>	<p>Cette donnée est nécessaire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données. 	

Avis concernant les politiques familiales relatives aux orphelins	Consultation et analyse des données pour émettre des conseils en matière d'allocation familiale à rendre au Gouvernement, au Conseil général, au Conseil de stratégie et de prospective ou au Comité de branche sur demande ou de la propre initiative de la DRSP	NISS enfant	Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants Impactés par une modification des droits des orphelins et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	Une finalité consultative afin d'apporter un soutien aux décisions politiques et de mettre en place des politiques cohérentes et efficaces conformément à l'article 2/2 du CWASS ainsi qu'à l'article 10, Objectif Stratégique 2, à l'article 17, Objectif Stratégique 6 du contrat de gestion de l'AVIQ, en formulant des avis et en répondant aux questions du Cabinet et du Conseil de stratégie et de prospective
		NISS allocataire	Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles Impactées par une modification des droits des orphelins et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		Taux - LGAF ou décret 08/02/2018 Supplément demi-orphelin art 15 - décret 08/02/2018 (ou/non) Date de décès du/des parent(s)	Ce groupe de données est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux droits des orphelins et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification des droits des orphelins.	
Avis concernant les politiques familiales relatives aux allocations de naissances et primes d'adoption	Consultation et analyse des données pour émettre des conseils en matière d'allocation familiale à rendre au Gouvernement, au Conseil général, au Conseil de stratégie et de prospective ou au Comité de branche sur demande ou de la propre initiative de la DRSP	Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données.	Une finalité consultative afin d'apporter un soutien aux décisions politiques et de mettre en place des politiques cohérentes et efficaces conformément à l'article 2/2 du CWASS ainsi qu'à l'article 10, Objectif Stratégique 2, à l'article 17, Objectif Stratégique 6 du contrat de gestion de l'AVIQ, en formulant des avis et en répondant aux questions du Cabinet et du Conseil de stratégie et de prospective
		NISS enfant	Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants Impactés par une modification liée aux primes d'adoption ou aux allocations de naissance et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		NISS allocataire	Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles Impactées par une modification liée aux primes d'adoption ou aux allocations de naissance et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		Date de paiement de la prime d'adoption Date de paiement de l'allocation de naissance Date d'adoption Date de naissance (effective ou à venir)	Ce groupe de données est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux primes d'adoption et aux allocations de naissance et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification liée aux primes d'adoption ou aux allocations de naissance.	
Avis concernant les politiques familiales relatives aux enfants placés	Consultation et analyse des données pour émettre des conseils en matière d'allocation familiale à rendre au Gouvernement, au Conseil général, au Conseil de stratégie et de prospective ou au Comité de branche sur demande ou de la propre initiative de la DRSP	Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données.	Une finalité consultative afin d'apporter un soutien aux décisions politiques et de mettre en place des politiques cohérentes et efficaces conformément à l'article 2/2 du CWASS ainsi qu'à l'article 10, Objectif Stratégique 2, à l'article 17, Objectif Stratégique 6 du contrat de gestion de l'AVIQ, en formulant des avis et en répondant aux questions du Cabinet et du Conseil de stratégie et de prospective
		NISS enfant	Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants Impactés par une modification liée aux placements (des enfants) et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		NISS allocataire	Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles Impactées par une modification liée aux placements (des enfants) et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		Type de placement (Institution, Famille, Double placement) Allocation forfaitaire pour placement chez un particulier (art 10 et art 70ter) (Où/Non) Paiement d'un tiers pour les enfants placés en institution ou en double placement	Ce groupe de données est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux placements des enfants et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification liée aux placements (des enfants).	
		Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données.	

<p>Avs concernant les politiques familiales relatives aux enfants atteints d'une affection</p>	<p>Consultation et analyse des données pour émettre des conseils en matière d'allocations familiale à rendre au Gouvernement, au Conseil général, au Conseil de stratégie et de prospective ou au Comité de branche sur demande ou de la propre initiative de la DRSPV</p>	<p>NISS enfant</p> <p>NISS allocataire</p> <p>Date de naissance (sera déduite du NISS)</p> <p>Personne en situation de handicap plus de 25 ans (oui/non)</p> <p>Résultat de l'évaluation du handicap (Ancien système : Degré - Nouveau système : Nombre de points dans les 3 piliers et nombre de points dans le 1er pilier)</p> <p>Enfants atteints d'une affection touchant taux de base et supplément (oui/non)</p> <p>Statut socioprofessionnel entre 18-24 ans - LGAF (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé)</p> <p>Statut socioprofessionnel entre 21-24 ans - décret 08/02/2018 (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé)</p>	<p>Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants impactés par une modification des droits des enfants atteints d'une affection et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.</p> <p>Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles impactées par une modification des droits des enfants atteints d'une affection et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.</p> <p>Ce groupe de données est nécessaire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux droits des enfants atteints d'une affection et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification liée aux droits des enfants atteints d'une affection. 	<p>Une finalité consultative afin d'apporter un soutien aux décisions politiques et de mettre en place des politiques cohérentes et efficaces conformément à l'article 2/2 du CWASS ainsi qu'à l'article 10, Objectif Stratégique 2, à l'article 17, Objectif Stratégique 6 du contrat de gestion de l'AViG, en formulant des avis et en répondant aux questions du Cabinet et du Conseil de stratégie et de prospective</p>
<p>Avs concernant les politiques familiales relatives aux enfants élevés hors du royaume</p>	<p>Consultation et analyse des données pour émettre des conseils en matière d'allocations familiale à rendre au Gouvernement, au Conseil général, au Conseil de stratégie et de prospective ou au Comité de branche sur demande ou de la propre initiative de la DRSPV</p>	<p>Date d'extraction</p> <p>NISS enfant (ou numéro Bis si l'enfant n'est pas belge)</p> <p>NISS allocataire (ou numéro Bis si l'allocataire n'est pas belge)</p> <p>Nationalité enfant</p> <p>Pays de résidence de l'enfant</p> <p>Nationalité allocataire</p> <p>Nationalité attributaire</p> <p>Pays de résidence de l'attributaire</p> <p>Source de droit (Vide/Règlements européens/Conventions bilatérales)</p> <p>Taille de la famille</p> <p>Taux - LGAF ou décret 08/02/2018</p> <p>État des revenus (< ou > plafonds)</p> <p>Supplément demi-orphelin art. 15 - décret 08/02/2018 (oui/non)</p> <p>Supplément pour famille nombreuse - art. 11 décret 08/02/2018 (oui/non)</p> <p>Supplément pour famille monoparentale art. 12 - décret 08/02/2018 (oui/non)</p> <p>Supplément social art. 13 §1 - décret 08/02/2018 (oui/non)</p> <p>Complément en cas d'invalidité d'un des parents art. 13 §2 - décret 08/02/2018 (oui/non)</p> <p>Supplément s'il y a une personne handicapée dans le ménage de l'enfant art. 14 - décret 08/02/2018 (oui/non)</p> <p>Rang</p> <p>Paiement par différence avec l'étranger (Oui/Non)</p> <p>Droits nets</p> <p>Montant des paiements par différence</p>	<p>Cette donnée est nécessaire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données. <p>Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants et les groupes d'âge impactés par une modification liée aux droits des enfants élevés hors du royaume et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.</p> <p>Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles impactées par une modification liée aux droits des enfants élevés hors du royaume et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.</p> <p>Ce groupe de données est nécessaire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux droits des enfants élevés hors du royaume et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification liée à la nationalité ou au pays de résidence des enfants élevés hors du royaume et de leur attributaire. <p>Ce groupe de données est nécessaire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux droits des enfants élevés hors du royaume et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification liée aux droits des enfants élevés hors du royaume. 	<p>Une finalité consultative afin d'apporter un soutien aux décisions politiques et de mettre en place des politiques cohérentes et efficaces conformément à l'article 2/2 du CWASS ainsi qu'à l'article 10, Objectif Stratégique 2, à l'article 17, Objectif Stratégique 6 du contrat de gestion de l'AViG, en formulant des avis et en répondant aux questions du Cabinet et du Conseil de stratégie et de prospective</p>

		Date de paiement de la prime d'adoption	Cette donnée est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux droits des enfants élevés hors du royaume et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification liée aux primes d'adoption des enfants élevés hors du royaume.	
		Date de paiement de l'allocation de naissance	Cette donnée est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux droits des enfants élevés hors du royaume et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification liée aux allocations de naissance des enfants élevés hors du royaume.	
Évaluation des politiques familiales relatives aux suppléments et aux plafonds de revenus	Utilisation des données pour évaluer les politiques en vigueur, formuler des propositions pour le futur, développer des outils de stratégie et de prospective et assurer une veille des développements de la politique des prestations familiales aux niveaux régional et communautaire, fédéral et international	Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données.	Une finalité évaluative et prospective afin de mesurer l'efficacité des politiques mises en place et de formuler des propositions pour améliorer les stratégies existantes conformément à l'article 5/4 du CWAS ainsi qu'à l'article 18, Objectif Stratégique 7, à l'article 19, Objectif Stratégique 8 et à l'article 20, Objectif Stratégique 9 du contrat de gestion de l'AVIG.
		NISS enfant	Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants et les groupes d'âges impactés par une modification des plafonds de revenus, des montants des suppléments, ou d'autres modifications législatives en rapport avec les suppléments et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		NISS allocataire	Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles impactées par une modification des plafonds de revenus, des montants des suppléments, ou d'autres modifications législatives en rapport avec les suppléments et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		Statut (Actif ou suspendu) Rang Statut socioprofessionnel entre 18-24 ans - LGAF (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé) Statut socioprofessionnel entre 21-24 ans - décret 08/02/2018 (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé) Taille de la famille Composition du ménage dans lequel vit l'enfant (ménage monoparental ou non) Type de placement (Institution, Famille, Double placement) Allocation forfaitaire pour placement chez un particulier (art. 10 et art 70ter) (Oui/Non) Paiement d'un tiers pour les enfants placés en institution ou en double placement Résultat de l'évaluation du handicap (Ancien système : Degré - Nouveau système : Nombre de points dans les 3 piliers et nombre de points dans le 1er pilier) Enfants atteints d'une affection touchant laux de base et suppléments (ou/non) Personne en situation de handicap plus de 25 ans (ou/non) Taux - LGAF ou décret 08/02/2018 État des revenus (< ou > plafonds) Supplément demi-orphelin art. 15 - décret 08/02/2018 (ou/non) Supplément pour famille nombreuse - art 11 décret 08/02/2018 (ou/non) Supplément pour famille monoparentale art 12 - décret 08/02/2018 (ou/non) Supplément social art 13 §1 - décret 08/02/2018 (ou/non) Complément en cas d'invalidité d'un des parents art 13 §2 - décret 08/02/2018 (ou/non) Supplément s'il y a une personne handicapée dans le ménage de l'enfant art. 14 - décret 08/02/2018 (ou/non) Commune (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'enfant Commune (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'allocataire	Ce groupe de données est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux suppléments et aux plafonds de revenus et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification des plafonds de revenus, des montants des suppléments, ou d'autres modifications législatives en rapport avec les suppléments. Ce groupe de données est nécessaire pour identifier des foyers de pauvreté et développer des politiques locales pour agir sur ce/ceux-ci.	
		Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données.	
		NISS enfant	Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants impactés par une modification des droits conditionnels et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		NISS allocataire	Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles impactées par une modification des droits conditionnels et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données.	
		NISS enfant	Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants impactés par une modification des droits conditionnels et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		NISS allocataire	Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles impactées par une modification des droits conditionnels et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	

	niveaux régional et communautaire, fédéral et international	Statut (Actif ou suspendu) Statut socioprofessionnel entre 18-24 ans - LGAF (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé) Statut socioprofessionnel entre 21-24 ans - décret 08/02/2018 (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé)	Ce groupe de données est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux droits conditionnels et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification des droits conditionnels.	
Évaluation concernant les types d'affiliation	Utilisation des données pour évaluer les politiques en vigueur, formuler des propositions pour le futur, développer des outils de stratégie et de prospective et assurer une veille des développements de la politique des prestations familiales aux niveaux régional et communautaire, fédéral et international	Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données.	Une finalité évaluative et prospective afin de mesurer l'efficacité des politiques mises en place et de formuler des propositions pour améliorer les stratégies existantes conformément à l'article 5/A du CWAS ainsi qu'à l'article 18, Objectif Stratégique 7, à l'article 19, Objectif Stratégique 8 et à l'article 20, Objectif Stratégique 9 du contrat de gestion de l'AViQ.
		NISS enfant	Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants impactés par un changement d'affiliation.	
		NISS allocataire	Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles impactées par un changement d'affiliation.	
		Numéro/Nom de la caisse	Cette donnée est nécessaire pour pouvoir communiquer avec les caisses, elle permet aussi de suivre les changements d'affiliation de manière complète.	
		Type d'affiliation (Affiliation volontaire/Affiliation d'Office à la Caisse Publique/continuité d'affiliation/Changement d'affiliation)	Cette donnée sert à répondre à une demande du Comité de Branche famille, à savoir suivre les changements d'affiliation.	
Évaluation des politiques familiales relatives aux orphelins	Utilisation des données pour évaluer les politiques en vigueur, formuler des propositions pour le futur, développer des outils de stratégie et de prospective et assurer une veille des développements de la politique des prestations familiales aux niveaux régional et communautaire, fédéral et international	Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données.	Une finalité évaluative et prospective afin de mesurer l'efficacité des politiques mises en place et de formuler des propositions pour améliorer les stratégies existantes conformément à l'article 5/A du CWAS ainsi qu'à l'article 18, Objectif Stratégique 7, à l'article 19, Objectif Stratégique 8 et à l'article 20, Objectif Stratégique 9 du contrat de gestion de l'AViQ.
		NISS enfant	Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants impactés par une modification des droits des orphelins et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		NISS allocataire	Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles impactées par une modification des droits des orphelins et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		Taux - LGAF ou décret 08/02/2018	Ce groupe de données est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux droits des orphelins et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification des droits des orphelins.	
		Supplément demi-orphelin art. 15 - décret 08/02/2018 (oui/non) Date de décès du/des parent(s)		
Évaluation des politiques familiales relatives aux allocations de naissances et primes d'adoption	Utilisation des données pour évaluer les politiques en vigueur, formuler des propositions pour le futur, développer des outils de stratégie et de prospective et assurer une veille des développements de la politique des prestations familiales aux niveaux régional et communautaire, fédéral et international	Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données.	Une finalité évaluative et prospective afin de mesurer l'efficacité des politiques mises en place et de formuler des propositions pour améliorer les stratégies existantes conformément à l'article 5/A du CWAS ainsi qu'à l'article 18, Objectif Stratégique 7, à l'article 19, Objectif Stratégique 8 et à l'article 20, Objectif Stratégique 9 du contrat de gestion de l'AViQ.
		NISS enfant	Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants impactés par une modification liée aux primes d'adoption ou aux allocations de naissance et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		NISS allocataire	Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles impactées par une modification liée aux primes d'adoption ou aux allocations de naissance et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		Date de paiement de la prime d'adoption		
		Date de paiement de l'allocation de naissance	Ce groupe de données est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux primes d'adoption et aux allocations de naissance et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification liée aux primes d'adoption ou aux allocations de naissance.	
		Date d'adoption		
		Date de naissance (effective ou à venir)		

Évaluation des politiques familiales relatives aux enfants placés	Utilisation des données pour évaluer les politiques en vigueur, formuler des propositions pour le futur, développer des outils de stratégie et de prospective et assurer une veille des développements de la politique des prestations familiales aux niveaux régional et communautaire, fédéral et international	Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données.	Une finalité évaluative et prospective afin de mesurer l'efficacité des politiques mises en place et de formuler des propositions pour améliorer les stratégies existantes conformément à l'article 5/4 du CWASO ainsi qu'à l'article 18, Objectif Stratégique 7, à l'article 19, Objectif Stratégique 8 et à l'article 20, Objectif Stratégique 9 du contrat de gestion de l'AViQ
		NISS enfant	Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants impactés par une modification liée aux placements (des enfants) et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		NISS allocataire	Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles impactées par une modification liée aux placements (des enfants) et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		Type de placement (Institution, Famille, Double placement) Allocation forfaitaire pour placement chez un particulier (art 10 et art 70ter) (Oui/Non) Paiement d'un tiers pour les enfants placés en institution ou en double placement	Ce groupe de données est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux placements des enfants et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification liée aux placements (des enfants).	
Évaluation des politiques familiales relatives aux enfants atteints d'une affection	Utilisation des données pour évaluer les politiques en vigueur, formuler des propositions pour le futur, développer des outils de stratégie et de prospective et assurer une veille des développements de la politique des prestations familiales aux niveaux régional et communautaire, fédéral et international	Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données.	Une finalité évaluative et prospective afin de mesurer l'efficacité des politiques mises en place et de formuler des propositions pour améliorer les stratégies existantes conformément à l'article 5/4 du CWASO ainsi qu'à l'article 18, Objectif Stratégique 7, à l'article 19, Objectif Stratégique 8 et à l'article 20, Objectif Stratégique 9 du contrat de gestion de l'AViQ
		NISS enfant	Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants impactés par une modification des droits des enfants atteints d'une affection et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		NISS allocataire	Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles impactées par une modification des droits des enfants atteints d'une affection et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		Date de naissance (sans déduite du NISS) Personne en situation de handicap plus de 25 ans (ou/ni/non) Résultat de l'évaluation du handicap (Ancien système : Degré - Nouveau système : Nombre de points dans les 3 piliers et nombre de points dans le 1er pilier) Enfants atteints d'une affection touchant l'axe de base et supplément (ou/ni/non) Statut socioprofessionnel entre 18-24 ans - LGAF (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé) Statut socioprofessionnel entre 21-24 ans - décret 08/02/2018 (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé)	Ce groupe de données est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux droits des enfants atteints d'une affection et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification liée aux droits des enfants atteints d'une affection.	
			Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence des données à analyser; - respecter le délai de conservation des données.	
			Cette donnée est nécessaire pour identifier les enfants et les groupes d'âge impactés par une modification liée aux droits des enfants élevés hors du royaume et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		NISS allocataire (ou numéro Bis si l'allocataire n'est pas belge)	Cette donnée est nécessaire pour identifier les familles impactées par une modification liée aux droits des enfants élevés hors du royaume et ce afin de donner un avis, de formuler des propositions et de développer des stratégies sur de tels changements.	
		Nationalité enfant		
		Pays de résidence de l'enfant	Ce groupe de données est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux droits des enfants élevés hors du royaume et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles	
		Nationalité allocataire		

Évaluation des politiques familiales relatives aux enfants élevés hors du royaume	Utilisation des données pour évaluer les politiques en vigueur, formuler des propositions pour le futur, développer des outils de stratégie et de prospective et assurer une veille des développements de la politique des prestations familiales aux niveaux régional et communautaire, fédéral et international	Nationalité attributaire	et les enfants, d'une modification liée à la nationalité ou au pays de résidence des enfants élevés hors du royaume et de leur attributaire.	Une finalité évaluative et prospective afin de mesurer l'efficacité des politiques mises en place et de formuler des propositions pour améliorer les stratégies existantes conformément à l'article 5/4 du CWASS ainsi qu'à l'article 18, Objectif Stratégique 7, à l'article 19, Objectif Stratégique 8 et à l'article 20, Objectif Stratégique 9 du contrat de gestion de l'AViQ.
		Pays de résidence de l'attributaire	Ce groupe de données est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux droits des enfants élevés hors du royaume et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification des sources de droits.	
		Sources de droit (Vide/Règlements européens/Conventions bilatérales)		
		Taille de la famille Taux - LGAF ou décret 08/02/2018 État des revenus (< ou > plafonds) Supplément demi-orphelin art 15 - décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément pour famille nombreuse - art 11 décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément pour famille monoparentale art 12 - décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément social art 13 §1 - décret 08/02/2018 (oui/non) Complément en cas d'invalidité d'un des parents art 13 §2 - décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément s'il y a une personne handicapée dans le ménage de l'enfant art 14 - décret 08/02/2018 (oui/non) Rang Paiement par différence avec l'étranger (Oui/Non) Droits nets Montant des paiements par différence	Ce groupe de données est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux droits des enfants élevés hors du royaume et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification liée aux droits des enfants élevés hors du royaume.	
		Date de paiement de la prime d'adoption	Cette donnée est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux droits des enfants élevés hors du royaume et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification liée aux primes d'adoption des enfants élevés hors du royaume.	
Date de paiement de l'allocation de naissance	Cette donnée est nécessaire pour : - mesurer l'efficacité des politiques relatives aux droits des enfants élevés hors du royaume et s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la population, et les améliorer si nécessaire; - identifier le coût et l'impact social, sur les familles et les enfants, d'une modification liée aux allocations de naissance des enfants élevés hors du royaume.			
Statistiques régionales relatives aux familles allocataires	Collecte des données Utilisation des données pour les agréger et faire des rapports sous forme de tableaux de bord et d'indicateurs Publication des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ	Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence auxquelles les statistiques se rapportent afin de pouvoir fournir les statistiques les plus récentes; - inscrire les statistiques dans une évolution historique.	Une finalité statistique afin de collecter, construire et mettre à jour des statistiques, des indicateurs et des données en matière d'allocations familiales conformément à l'article 3 du contrat de gestion de l'AViQ et de publier des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ conformément à l'article 8, Objectif Stratégique 1 du contrat de gestion de l'AViQ, visant à assurer la continuité du service aux publics et la mise en place du transfert des compétences issues de la réforme de l'Etat
		Numéro/Nom de la caisse	Cette donnée est nécessaire pour : - pouvoir communiquer avec les caisses dans le cadre du contrôle des données statistiques; - construire et mettre à jour des statistiques sur les familles allocataires par caisse d'allocations familiales au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Taux - LGAF ou décret 08/02/2018 État des revenus (< ou > plafonds) Supplément demi-orphelin art 15 - décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément pour famille nombreuse - art 11 décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément pour famille monoparentale art 12 - décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément social art 13 §1 - décret 08/02/2018 (oui/non) Complément en cas d'invalidité d'un des parents art 13 §2 - décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément s'il y a une personne handicapée dans le ménage de l'enfant art 14 - décret 08/02/2018 (oui/non)	Ce groupe de données est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les familles allocataires par catégories de droit au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Taille de la famille	Cette donnée est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les familles allocataires par taille de la famille au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
Amdissement (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'allocataire	Cette donnée est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les familles allocataires par arrondissement au niveau régional			

Statistiques régionales relatives aux enfants bénéficiaires	Collecte des données Utilisation des données pour les agrégés et faire des rapports sous forme de tableaux de bord et d'indicateurs Publication des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ	Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence auxquelles les statistiques se rapportent afin de pouvoir fournir les statistiques les plus récentes; - inscrire les statistiques dans une évolution historique.	Une finalité statistique afin de collecter, construire et mettre à jour des statistiques, des indicateurs et des données en matière d'allocations familiales conformément à l'article 3 du contrat de gestion de l'AViQ et de publier des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ conformément à l'article 8, Objectif Stratégique 1 du contrat de gestion de l'AViQ, visant à assurer la continuité du service aux publics et la mise en place du transfert des compétences issues de la Réforme de l'Etat
		Numéro/Nom de la caisse	Cette donnée est nécessaire pour : - pouvoir communiquer avec les caisses dans le cadre du contrôle des données statistiques; - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants bénéficiaires par caisse d'allocations familiales au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Date de naissance (sera déduite du NISS)	Cette donnée est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants bénéficiaires par groupe d'âge au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Taux - LGAF ou décret 08/02/2018 État des revenus (< ou > plafonds) Supplément demi-orphelin art 15 - décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément pour famille monoparentale art 12 - décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément pour famille nombreuse - art 11 décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément social art 13 § 1 - décret 08/02/2018 (oui/non) Complément en cas d'invalidité d'un des parents art 13 § 2 - décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément s'il y a une personne handicapée dans le ménage de l'enfant art 14 - décret 08/02/2018 (oui/non)	Ce groupe de données est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants bénéficiaires par catégories de droit au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Statut (Actif ou suspendu) Statut socioprofessionnel entre 18-24 ans - LGAF (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé) Statut socioprofessionnel entre 21-24 ans - décret 08/02/2018 (Étudiant / Apprenti / Demandeur d'emploi / Handicapé)	Ce groupe de données est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants bénéficiaires par statut au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Arrondissement (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'enfant	Cette donnée est nécessaire pour construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants bénéficiaires par arrondissement au niveau régional.	
		Rang	Cette donnée est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants bénéficiaires par rang au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Statistiques régionales relatives aux types d'affiliation	Collecte des données Utilisation des données pour les agrégés et faire des rapports sous forme de tableaux de bord et d'indicateurs Publication des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ	
Numéro/Nom de la caisse	Cette donnée est nécessaire pour : - pouvoir communiquer avec les caisses dans le cadre du contrôle des données statistiques - construire et mettre à jour des statistiques sur les types d'affiliation par caisse d'allocations familiales au niveau régional			
Type d'affiliation (Affiliation volontaire/Affiliation d'Office à la Caisse Publique/continuité d'affiliation/Changement d'affiliation)	Cette donnée est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants bénéficiaires par type d'affiliation au niveau régional			
Arrondissement (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'enfant	Cette donnée est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les types d'affiliation par arrondissement au niveau régional			
		Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence auxquelles les statistiques se rapportent afin de pouvoir fournir les statistiques les plus récentes - inscrire les statistiques dans une évolution historique.	

Statistiques régionales relatives aux placements (en institution ou chez des particuliers)	Collecte des données Utilisation des données pour les agréer et faire des rapports sous forme de tableaux de bord et d'indicateurs Publication des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ	Numéro/Nom de la caisse	Cette donnée est nécessaire pour : - pouvoir communiquer avec les caisses dans le cadre du contrôle des données statistiques; - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants placés par caisse d'allocations familiales au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	Une finalité statistique afin de collecter, construire et mettre à jour des statistiques, des indicateurs et des données en matière d'allocations familiales conformément à l'article 3 du contrat de gestion de l'AViQ et de publier des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ conformément à l'article 8, Objectif Stratégique 1 du contrat de gestion de l'AViQ, visant à assurer la continuité du service aux publics et la mise en place du transfert des compétences issues de la réforme de l'Etat
		Paiement d'un tiers pour les enfants placés en institution ou en double placement	Ce groupe de données est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants placés par type de placement au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Type de placement (Institution, Famille, Double placement)	Cette donnée est nécessaire pour construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants placés par arrondissement au niveau régional.	
		Allocation forfaitaire pour placement chez un particulier (art 10 et art 70ter) (Oui/Non)	Cette donnée est nécessaire pour construire et mettre à jour des statistiques sur les allocataires d'enfants placés par arrondissement au niveau régional.	
		Arrondissement (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'enfant		
		Arrondissement (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'allocataire		
Statistiques régionales relatives aux enfants atteints d'une affection	Collecte des données Utilisation des données pour les agréer et faire des rapports sous forme de tableaux de bord et d'indicateurs Publication des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ	Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - identifier l'année de référence auxquelles les statistiques se rapportent afin de pouvoir fournir les statistiques les plus récentes; - inscrire les statistiques dans une évolution historique.	Une finalité statistique afin de collecter, construire et mettre à jour des statistiques, des indicateurs et des données en matière d'allocations familiales conformément à l'article 3 du contrat de gestion de l'AViQ et de publier des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ conformément à l'article 8, Objectif Stratégique 1 du contrat de gestion de l'AViQ, visant à assurer la continuité du service aux publics et la mise en place du transfert des compétences issues de la réforme de l'Etat
		Numéro/Nom de la caisse	Cette donnée est nécessaire pour : - pouvoir communiquer avec les caisses dans le cadre du contrôle des données statistiques; - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants atteints d'une affection par caisse d'allocations familiales au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Date de naissance (sans déduite du NISS)	Cette donnée est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants atteints d'une affection par groupe d'âge au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Rang	Cette donnée est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants atteints d'une affection par rang au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Personne en situation de handicap plus de 25 ans (oui/non)	Ce groupe de données est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants atteints d'une affection par type de système au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Résultat de l'évaluation d'handicap (Ancien système : Degré - Nouveau système : Nombre de points dans les 3 piliers et nombre de points dans le 1er pilier)		
		Enfants atteints d'une affection touchant taux de base et supplément (oui/non)		
		Taux - LGAF ou décret 08/02/2018 État des revenus (< ou > plafonds) Supplément demi-orphelin art 15 - décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément pour famille monoparentale art 12 - décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément pour famille nombreuse - art 11 décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément social art 13 §1 - décret 08/02/2018 (oui/non) Complément en cas d'invalidité d'un des parents art 13 §2 - décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément s'il y a une personne handicapée dans le ménage de l'enfant art 14 - décret 08/02/2018 (oui/non)	Ce groupe de données est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants atteints d'une affection par catégorie de droits au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Arrondissement (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'enfant	Cette donnée est nécessaire pour construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants atteints d'une affection par arrondissement au niveau régional.	
		Arrondissement (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'allocataire	Cette donnée est nécessaire pour construire et mettre à jour des statistiques sur les allocataires d'enfants atteints d'une affection par arrondissement au niveau régional.	

Statistiques régionales relatives aux primes d'adoption	Collecte des données Utilisation des données pour les agréger et faire des rapports sous forme de tableaux de bord et d'indicateurs Publication des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ	Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - Identifier l'année de référence auxquelles les statistiques se rapportent afin de pouvoir fournir les statistiques les plus récentes; - Inscrire les statistiques dans une évolution historique.	Une finalité statistique afin de collecter, construire et mettre à jour des statistiques, des indicateurs et des données en matière d'allocations familiales conformément à l'article 3 du contrat de gestion de l'AViQ et de publier des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ conformément à l'article 8, Objectif Stratégique 1 du contrat de gestion de l'AViQ, visant à assurer la continuité du service aux publics et la mise en place du transfert des compétences issues de la Réforme de l'Etat
		Numéro/Nom de la caisse	Cette donnée est nécessaire pour : - pouvoir communiquer avec les caisses dans le cadre du contrôle des données statistiques; - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants adoptés par caisse d'allocations familiales au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondant du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Date de naissance (sera déduite du NISS)	Cette donnée est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants adoptés par groupe d'âge au niveau régional - reproduire les tableaux correspondant du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional	
		Date de paiement de la prime d'adoption	Cette donnée est nécessaire pour construire et mettre à jour des statistiques sur le nombre de prime d'adoption payées au niveau régional.	
		Date d'adoption	Cette donnée est nécessaire pour construire et mettre à jour des statistiques sur l'âge des enfants à l'adoption au niveau régional.	
		Arrondissement (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'enfant	Cette donnée est nécessaire pour construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants adoptés par arrondissement au niveau régional.	
		Arrondissement (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'allocataire	Cette donnée est nécessaire pour construire et mettre à jour des statistiques sur les allocataires d'enfants adoptés par arrondissement au niveau régional.	
Statistiques régionales relatives aux allocations de naissance	Collecte des données Utilisation des données pour les agréger et faire des rapports sous forme de tableaux de bord et d'indicateurs Publication des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ	Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - Identifier l'année de référence auxquelles les statistiques se rapportent afin de pouvoir fournir les statistiques les plus récentes - Inscrire les statistiques dans une évolution historique.	Une finalité statistique afin de collecter, construire et mettre à jour des statistiques, des indicateurs et des données en matière d'allocations familiales conformément à l'article 3 du contrat de gestion de l'AViQ et de publier des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ conformément à l'article 8, Objectif Stratégique 1 du contrat de gestion de l'AViQ, visant à assurer la continuité du service aux publics et la mise en place du transfert des compétences issues de la Réforme de l'Etat
		Numéro/Nom de la caisse	Cette donnée est nécessaire pour : - pouvoir communiquer avec les caisses dans le cadre du contrôle des données statistiques; - construire et mettre à jour des statistiques sur les allocations de naissance par caisse d'allocations familiales au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondant du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Date de paiement de l'allocation de naissance	Cette donnée est nécessaire pour construire et mettre à jour des statistiques sur le nombre d'allocations de naissance payées au niveau régional.	
		Arrondissement (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'enfant	Ce groupe de données est nécessaire pour construire et mettre à jour des statistiques sur les allocations de naissance par arrondissement au niveau régional.	
		Arrondissement (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'allocataire		
		Date d'extraction	Cette donnée est nécessaire pour : - Identifier l'année de référence auxquelles les statistiques se rapportent afin de pouvoir fournir les statistiques les plus récentes ; - Inscrire les statistiques dans une évolution historique.	Une finalité statistique afin de collecter, construire et mettre à jour des statistiques, des indicateurs et des données en matière d'allocations familiales conformément à l'article 3 du contrat de gestion de l'AViQ et de publier des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ conformément à l'article 8, Objectif Stratégique 1 du contrat de gestion de l'AViQ, visant à assurer la continuité du service aux publics et la mise en place du transfert des compétences issues de la Réforme de l'Etat
		Numéro/Nom de la caisse	Cette donnée est nécessaire pour : - pouvoir communiquer avec les caisses dans le cadre du contrôle des données statistiques; - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants élevés hors du royaume par caisse d'allocations familiales au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondant du portail statistiques FAMISTAT au niveau régional.	
		Date de naissance (sera déduite du NISS)	Cette donnée est nécessaire pour construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants élevés hors du royaume par groupe d'âge au niveau régional.	
Nationalité enfant				
		Pays de résidence de l'enfant	Ce groupe de données est nécessaire pour	

Statistiques régionales relatives aux enfants élevés hors du royaume	Collecte des données Utilisation des données pour les agréger et faire des rapports sous forme de tableaux de bord et d'indicateurs Publication des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ	Nationalité allocataire	Statistiques relatives à jour des allocations de tous les enfants élevés hors du royaume par nationalité ou pays de résidence de l'enfant ou de son attributaire au niveau régional.	Une finalité statistique afin de collecter, construire et mettre à jour des statistiques, des indicateurs et des données en matière d'allocations familiales conformément à l'article 3 du contrat de gestion de l'AViQ et de publier des statistiques agrégées sur le portail statistique de l'AViQ conformément à l'article 8, Objectif Stratégique 3 du contrat de gestion de l'AViQ, visant à assurer la continuité du service aux publics et la mise en place du transfert des compétences issues de la Réforme de l'Etat	
		Nationalité attributaire	Cette donnée est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants élevés hors du royaume par nationalité ou pays de résidence de l'enfant ou de son attributaire au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistique FAMISTAT au niveau régional.		
		Pays de résidence de l'attributaire			
		Taille de la famille			
		Source de droit (Vide/Règlements européens/Conventions bilatérales)			
		Taux - LGAF ou décret 08/02/2018 État des revenus (< ou > plafonds) Supplément demi-orphelin art 15 - décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément pour famille monoparentale art 12 - décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément pour famille nombreuse - art 11 décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément social art 13 §1 - décret 08/02/2018 (oui/non) Complément en cas d'invalidité d'un des parents art 13 §2 - décret 08/02/2018 (oui/non) Supplément s'il y a une personne handicapée dans le ménage de l'enfant art 14 - décret 08/02/2018 (oui/non)			Ce groupe de données est nécessaire pour : - construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants élevés hors du royaume par catégorie de droits au niveau régional; - reproduire les tableaux correspondants du portail statistique FAMISTAT au niveau régional.
		Rang			Cette donnée est nécessaire pour construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants élevés hors du royaume par rang au niveau régional.
		Arrondissement (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'enfant			Ce groupe de données est nécessaire pour construire et mettre à jour des statistiques sur les enfants élevés hors du royaume par arrondissement au niveau régional.
		Arrondissement (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'allocataire			Ce groupe de données est nécessaire pour construire et mettre à jour des statistiques sur les naissances et les adoptions des enfants élevés hors du royaume au niveau régional.
		Date de paiement de la prime d'adoption			
Date de paiement de l'allocation de naissance Date de naissance (effective ou à venir) Date d'adoption					
Statistiques régionales par communes wallonnes portant sur les parts d'enfants ayant des prestations familiales au taux majoré	Utilisation des données pour réaliser des indicateurs Partage de ces indicateurs avec l'Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPs) pour les publier sur le portail statistique WALSTAT	Date d'extraction	Cette donnée sert à identifier l'année de référence nécessaire pour alimenter le portail Walstat avec les indicateurs les plus récents mais aussi afin de pouvoir inscrire les indicateurs dans une évolution historique.	Une finalité de reporting en communiquant des indicateurs ou des données agrégées vers d'autres institutions (portail Walstat de l'WEPs et formulaire européen « Family benefit ») conformément à l'article 8 Objectif Stratégique 3 du contrat de gestion de l'AViQ visant à assurer la continuité du service aux publics et la mise en place du transfert des compétences issues de la Réforme de l'Etat, à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 12 novembre 2015 désignant l'WEPs en tant qu'autorité statistique de la Région wallonne et au chapitre 8 du règlement (CE) n°883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale	
		Commune (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'enfant	Ces données sont nécessaires pour établir les indicateurs clés à un niveau local en matière d'allocations familiales. Ces indicateurs constituent un outil de monitoring local permettant de suivre et de comparer l'évolution des chiffres et des phénomènes qu'ils reflètent dans le temps et dans l'espace. Ceux-ci permettent, notamment, la mise en place de mesures visant à améliorer la situation des citoyens (par exemple, suivi de la pauvreté infantile,...).		
		Commune (ou pays si hors Belgique) de résidence de l'allocataire			
		Age ou groupe d'âge (zéro déduit du NISS)			
		Taux - LGAF ou décret 08/02/2018			
		Supplément social art 13 §1 - décret 08/02/2018 (oui/non)			
		État des revenus (< ou > plafonds) Résultat de l'évaluation d'un handicap (Ancien système : Degré - Nouveau système : Nombre de points dans les 3 piliers et nombre de points dans le 1er pilier) Enfants atteints d'une affection touchant taux de base et supplément (oui/non)			
Statistiques européennes sur base du formulaire européen « Family Benefit »	Utilisation des données pour les agréger Partage des statistiques agrégées	Date d'extraction	Cette donnée sert à identifier l'année de référence nécessaire pour pouvoir répondre au questionnaire Family Benefit avec les statistiques les plus récentes.	Une finalité de reporting en communiquant des indicateurs ou des données agrégées vers d'autres institutions (portail Walstat de l'WEPs et formulaire européen « Family benefit ») conformément à l'article 8 Objectif Stratégique 3 du contrat de gestion de l'AViQ visant à assurer la continuité du service aux publics et la mise en place du transfert des compétences issues de la Réforme de l'Etat, à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 12 novembre 2015 désignant l'WEPs en tant qu'autorité statistique de la Région wallonne et au chapitre 8 du règlement (CE) n°883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale	
		Nationalité enfant	Ces données servent à répondre au questionnaire "Family Benefit". Ce questionnaire est nécessaire à la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale afin de s'assurer que les personnes déménageant d'un pays membre de l'Union Européenne à un autre ne perdent pas leurs droits à la sécurité sociale.		
		Pays de résidence de l'enfant			
		Nationalité attributaire			
		Pays de résidence de l'attributaire			
		Source de droit (Vide/Règlements européens/Conventions bilatérales) Paiement par différence avec l'étranger (Oui/Non) Droits nets Montant des paiements par différence Date de paiement de la prime d'adoption Date de paiement de l'allocation de naissance			

ANNEXE II – TABLEAU DESCRIPTIF DU TRAITEMENT LIE A LA TRANSMISSION DES DONNEES

Traitements	Description et finalité	Données nécessaires	Proportionnalité
<p>1. Envoi vers STATBEL</p>	<p>Statbel utilisera les données en vue de produire des statistiques publiques et cela conformément à la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique.</p>	<p>Année de référence. Il s'agit de l'année pour laquelle il existe un droit aux allocations familiales pour l'enfant</p>	<p>Cette variable permet d'identifier l'année pour laquelle une allocation familiale a été perçue et de la sorte d'alimenter le revenu disponible équivalent annuel</p>
		<p>Mois de référence. Il s'agit du mois pour lequel il existe un droit aux allocations familiales pour l'enfant.</p>	<p>Cette variable permet d'identifier le mois pour lequel une allocation familiale a été perçue et de la sorte alimenter le revenu disponible administratif équivalent mensuel.</p>
		<p>NISS du bénéficiaire ou allocataire</p>	<p>Le numéro de registre national du bénéficiaire sert de variable d'identification pour coupler les différentes bases de données administratives et lier les données administratives individuelles avec nos données. Il est donc important que cette variable ne soit pas codée. L'utilisation par Statbel du numéro de registre nationale est autorisée sur base de l'art. 24quater, §2 de la loi statistique publique. Cette variable sera transmise dans la mesure des disponibilités.</p>
		<p>NISS de l'enfant bénéficiaire</p>	<p>Le numéro de registre national de l'enfant pour lequel le bénéficiaire a reçu le montant sert de variable d'identification pour coupler les différentes bases de données administratives et lier les données administratives individuelles avec nos données. Il est donc important que cette variable ne soit pas codée. L'utilisation par Statbel du numéro de registre national est autorisée sur base de l'art. 24quater, §2 de la loi statistique publique. Cette variable sera transmise dans la mesure des disponibilités.</p>

		Le montant théorique dû par mois	Le montant mensuel payé des allocations familiales permet d'alimenter la variable de revenu disponible administratif équivalent.
		Les divers composants du montant mensuel théorique dû	La variable composante permet de distinguer la nature des différentes allocations reçues : <ul style="list-style-type: none"> - Allocation familiale de base - Supplément social - Supplément annuel - Supplément pour orphelin - Supplément pour le troisième enfant ou plus - Prime de naissance - Prime d'adoption - Supplément pour handicap -Etc. Ces données sont nécessaires pour permettre à Statbel d'affiner ses statistiques notamment en termes de revenu disponible administratif équivalent.
		Montant net réel versé par allocataire par mois de paiement	Le montant mensuel payé des allocations familiales permet d'alimenter la variable de revenu disponible administratif équivalent.
	Compléter avec les données de prestations familiales le datawarehouse marché public du travail et de	L'année au cours de laquelle il existe un droit à des allocations familiales pour l'enfant	Cette variable permet d'identifier l'année pour laquelle une allocation familiale a été perçue
		La date de début et la date de fin de l'existence d'un droit aux allocations familiales pour l'enfant	Cette variable permet d'identifier les mois pour lesquels une allocation familiale a été perçue
		Le NISS de l'enfant bénéficiaire	Le numéro de registre national du bénéficiaire sert de variable d'identification pour coupler les différentes bases de données administratives détenues par la BCSS et les données de prestations familiales.

2. Envoi vers la BCSS	protection social (tel que visé par l'art. 3 §2 de l'arrêté du Gouvernement wallonne du 12 novembre 2021 et la délibération CSI n°20/144) qui a pour but l'agrégation de données à caractère personnel de nature socio-économique provenant notamment des institutions de sécurité sociale belges	Le NISS des bénéficiaires ou allocataires	Le numéro de registre national de l'allocataire sert de variable d'identification pour coupler les différentes bases de données administratives détenues par la BCSS et les données de prestations familiales.
		L'indication de la qualité du ou des bénéficiaires.	Il s'agit du code permettant d'identifier un parent ou l'enfant et si le bénéficiaire est une personne externe
		Le montant théorique dû par mois, réparti en fonction des divers composants	Le montant réparti en fonction des différentes composantes permet de distinguer la nature des différentes allocations reçues.
		L'indication selon laquelle il s'agit d'allocations familiales dans le régime de transition (enfants nés jusqu'au 31 décembre 2019 inclus) ou d'allocations familiales dans le nouveau système (enfants nés à partir du 1 ^e janvier 2020)	
		Le mois de paiement	Le mois de paiement permet de lier un paiement d'allocation à son mois de paiement.
		Le montant net réel versé par allocataire par mois de paiement	Le montant mensuel payé permet de lier un montant d'allocation à la personne qui le reçoit.